

L'INDEPENDANT

DES BASSES-PYRÉNÉES

JOURNAL RÉPUBLICAIN PARRAISANT TOUS LES JOURS EXCEPTÉ LE DIMANCHE

TÉLÉPHONE 0.33

TÉLÉPHONE 0.33

ABONNEMENTS :

	3 Mois	6 Mois	1 An
Pau, département et limitrophes.....	8 fr.	10 fr.	20 fr.
Autres départements.....	6 fr. 50	12 fr.	24 fr.
Etranger.....	10 fr.	18 fr.	36 fr.
Maires et Instituteurs des Basses-Pyrénées.....	8 fr.	16 fr.	

RÉDACTION & ADMINISTRATION : 11, Rue des Cordeliers, P.A.U.

Rédacteur en chef : OCTAVE AUBERT

La direction politique appartient au Conseil d'Administration de la Société Anonyme de L'INDEPENDANT

Tout ce qui concerne les Abonnements et les Annonces doit être adressé à P.A.U. à M. Georges HAURET, Administrateur-Comptable. A PARIS, aux diverses Agences pour les Annonces.

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS NE SONT PAS RENDUS

ANNONCES :

Annonces judiciaires.....	50 c. la ligne.
Annonces ordinaires.....	30
Réclames.....	50
Chronique locale ou Faits divers.....	1 franc.

Les Annonces de durée se traitent à forfait.

Nouvelles Officielles.

Vendredi (Matin).

En Artois, la canonnade a encore été vive de part et d'autre.

Dans les secteurs de Loos, du Bois en Hache et d'Angres, combat à coups de torpilles.

Au nord-ouest de la côte 140, au nord des Cinq Chemins, un détachement allemand, qui tentait d'approcher de nos tranchées, a été dispersé par notre feu.

L'ennemi a lancé une soixantaine d'obus sur Arras.

Au sud de la Somme, devant Fay, nous avons fait sauter une mine avec succès. Un petit poste allemand a été détruit.

Aux Eparges, nous avons fait jouer un camouflet qui a bouleversé les travaux de mine de l'adversaire.

ARMÉE D'ORIENT

Les Serbes occupent toujours Monastir le 1^{er} Décembre.

Sur la Toberna, échange de coups de canons.

L'artillerie bulgare a tiré également vers Krivolak et Vojean.

Calme sur le reste du front.

Nuit sans incident.

Rien à signaler.

Vendredi (Soir).

NOUVELLES de la GUERRE

LE COMMANDEMENT DES ARMÉES NATIONALES

Le ministre de la guerre a adressé le rapport suivant au président de la République française :

PARIS. — L'article premier du décret du 22 octobre 1913 dispose que le gouvernement qui assume la charge des intérêts vitaux du pays a seul qualité pour fixer le but politique de la guerre, si la lutte s'étend à plusieurs frontières, il désigne l'adversaire principal contre lequel doit être dirigée la plus grande partie des forces nationales ; il répartit en conséquence les moyens d'action et les ressources de toute nature et les met à l'entière disposition des généraux chargés du commandement en chef sur les divers théâtres d'opérations.

Or, l'expérience des faits actuels qui se déroulent sur plusieurs théâtres d'opérations prouve que l'unité de direction indispensable à la conduite de la guerre ne peut être assurée que par la présence à la tête de toutes nos armées d'un seul chef responsable des opérations militaires proprement dites. C'est dans cette vue que je soumetts à votre haute approbation les projets de décrets ci-joints.

Veillez agréer, M. le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le ministre de la guerre, GALLIENI.

À la suite de ce rapport du ministre de la guerre, le Président de la République a signé les deux décrets suivants :

Article premier. — Le commandement des armées nationales, exception faite des forces en action sur les théâtres d'opérations relevant du ministère des colonies, du général commandant en chef les forces de terre et de mer de l'Afrique du Nord et du général résident, commissaire du gouvernement de la République au Maroc, est confiée à un général de division qui porte le titre de commandant en chef des armées françaises.

Art. 2. — Des décrets et instructions ultérieures régleront les conditions de l'application du présent décret.

Signé : R. POINCARÉ.

Le Président de la République française décrète :

Article unique. — Le général Joffre, commandant en chef les armées du Nord-Est, est nommé commandant en chef des armées françaises.

Signé : R. POINCARÉ.

LE COMMUNIQUÉ ANGLAIS

LONDRES. — 1^{er} Durant ces quatre derniers jours, l'artillerie britannique a bombardé efficacement les tranchées ennemies, des points fortifiés et des emplacements d'artillerie en leur infligeant des dommages sérieux. La réplique de l'artillerie ennemie a été faible.

Le 30 novembre, nous avons fait exploser deux mines en face de Givenchy. Pendant que nous organisions les tranchées, l'ennemi fit exploser une mine, enterrant dix de nos hommes. Hier, nous avons fait exploser une mine à l'est du bois. L'ennemi a répliqué avec une mine dans le voisinage.

Le 30 novembre, deux aéro ennemis ont été descendus par le feu de nos avions. L'un est tombé à l'est de Hédouze, l'autre à Henin-Liétard.

Le même jour, vingt de nos avions ont lancé des bombes sur un important dépôt de munitions allemands à Miraumont, ont incendié les bâtiments et la voie ferrée. Deux de nos avions partis en reconnaissance se débarrassent systématiquement de tous leurs navires âgés de plus de vingt ans. Les propriétaires d'immeubles, eux-mêmes, les font jeter à bas et reconstruire au bout d'une vingtaine d'années, à moins que, cas très fréquent, la légèreté et l'imperfection des constructions ne rendent leur existence plus brève encore. En France, les compagnies d'assurances considèrent que les immeubles ne perdent actuellement que 1 % de leur valeur, c'est-à-dire que leur durée moyenne est évaluée à un siècle.

EN ITALIE La rentrée du Parlement.

ROME. — Tout l'intérêt de la rentrée du Parlement réside dans les déclarations qu'on attendait du gouvernement. L'attente générale n'a pas été déçue, et le discours de M. Sonnino s'est soulevé que de très rares critiques dans la presse.

La séance s'est déroulée dans un ordre à peu près parfait. L'opposition des socialistes officiels n'a pas réussi à troubler l'enthousiasme avec lequel a été accueillie l'allusion à la signature, par l'Italie, du traité de Londres et l'annonce des secours qui seront fort prochainement envoyés à la vaillante Serbie.

Les journaux, qui réclamaient sans cesse des preuves tangibles de la solidarité entière de l'Italie avec ses nouveaux alliés et la défense énergique des intérêts

italiens dans les Balkans, expriment la complète satisfaction que leur donne le discours de M. Sonnino.

Après les manifestations oratoires du Capitole de Naples et Palerme, disent-ils, nous avons maintenant un document officiel qui montre la parfaite loyauté de l'Italie et son ardent désir de consacrer toutes ses forces disponibles pour arriver à la victoire finale.

La confiance dans le cabinet paraît donc fortement consolidée par la séance d'aujourd'hui, et les plus impatients, ceux qui voudraient connaître dans le détail les mesures relatives à l'intervention de l'Italie dans les Balkans, admettent maintenant que les paroles du gouvernement méritent l'entière adhésion du pays.

Quant à l'action dans les Balkans, chacun s'en remet à la sagesse et à l'activité des chefs militaires.

DERNIÈRE HEURE

(Service spécial de L'INDEPENDANT).

Vendredi, 4 heures.

Les hésitations grecques.

ATHÈNES. — Les ministres ont tenu plusieurs conseils auxquels assistait le roi. Il semble résulter de ces délibérations multiples qu'il y a des tiraillements et des hésitations parmi les membres du conseil.

Certains voudraient faire des concessions aux alliés, tandis que d'autres voudraient en retarder l'heure. A en juger par certaines conversations des ministres, le gouvernement veut maintenir le principe de la neutralité. Il paraît disposé à réserver certaine partie des demandes des alliés qui porteraient quelque atteinte à cette neutralité.

Dependant on continue à affirmer qu'une entente peut encore être conclue.

La flotte allemande.

COPENHAGUE. — 17 navires de guerre allemands ont franchi mercredi le petit Belt.

Les Austro-Boches et la paix.

Le « Berliner Tageblatt » estime que le peuple allemand a raison de vouloir la paix, mais malheureusement, dit-il, nos adversaires font la sourde oreille.

On fait d'autre part savoir de Zurich que le groupe socialiste parlementaire de Hongrie a adressé à tous les députés une circulaire demandant d'entreprendre une campagne en faveur du rétablissement de la paix.

La démobilisation Hollandaise.

LA HAYE. — La Chambre hollandaise discute aujourd'hui la question de la démobilisation partielle de l'armée.

LA LOI DALBIEZ

À la dernière séance de la Chambre, M. Vincent Auriol avait proposé une motion ainsi conçue : « La Chambre, toujours résolue à consentir tous les sacrifices nécessaires à la défense nationale et voulant que l'effort soit efficace, invite la Chambre à surseoir à statuer jusqu'à ce que le gouvernement lui ait fait connaître le résultat de l'application de la loi du 17 août et si elle a été appliquée dans l'intérêt de la défense nationale. »

La motion a été repoussée et la Chambre, d'accord avec le gouvernement et la commission de l'armée a jugé qu'elle devait avant tout incorporer et préparer soigneusement la classe de 1917, la classe de la victoire. Le rapporteur a dit que si l'on ajournait l'application de la loi Dalbiez — soit intégralement appliquée, on pourrait attendre bien des mois.

Et pourquoi donc ? Nous voyons, au contraire, que M. Briand a dit que la loi était appliquée. Et même, pour nous fournir une démonstration plus saisissante, on nous fait savoir que l'on cherchera des masses de réservistes parmi les fonctionnaires les plus indispensables à la reprise des affaires, qui appartiennent à l'administration des P. T. T. Mais il y a mieux : quatre ou cinq préfets, vont être mobilisés, aux armées. Qui dira donc que la loi épargne les puissants ? La mobilisation de certains préfets est d'autant plus singulière que nous savons parfaitement que d'autres, appartenant à la territoriale ou à la réserve de la territoriale, ont vu solliciter l'honneur de combattre. On les a priés de rester là où ils pouvaient rendre le plus de services.

Le gouvernement ne pense-t-il plus que c'est surtout en temps de guerre que les Préfets sont indispensables à la tête des Départements ? Alors que les circonstances si graves et si dramatiques posent à chaque instant des problèmes nouveaux, mais à résoudre, va-t-on remplacer les préfets par d'anciens fonctionnaires jugés impropres à l'administration en temps de routine et de paix ?

Il nous semble vraiment que la mobilisation des fonctionnaires les plus indispensables à la vie administrative et économique est un acte de faiblesse et non pas de vigueur. Ce n'est pas par des mobilisations théâtrales que l'on donnera l'impression au pays que vraiment on fait effort pour récupérer dans le pays et les formations de l'arrière toutes les forces utilisables.

Comment est-il donc si difficile d'appliquer la loi Dalbiez ? Si l'on sait voir et vouloir, si on veut ordonner une activité qui ne soit ni de la véhémence ni du désordre mais l'exécution d'un plan intelligent, méthodique et tracé suivant l'esprit et la raison de la loi, il ne faut pas plus de deux ou trois semaines pour mettre chaque homme à la place où il peut rendre à son pays les plus grands services.

Ce n'est pas en écoutant les récriminations des parlementaires et en boucant les services qu'on donne l'impression de l'autorité et de la volonté nécessaires.

Pour la victoire industrielle

On peut se poser la question de savoir si c'est un devoir ou non, pour le Français, de se mettre en ligne dans la lutte industrielle. Le seul avantage que nous reconnaissons à l'Allemagne c'est sa prospérité et sa supériorité dans le domaine industriel et commercial. Voulons-nous la supplanter ? Est-il donc si difficile de nous enrichir et de la fortune de la France et que la conquête d'un marché est un objectif du temps de paix comme la conquête des Eparges ou de l'annulaire, à Massiges, est un objectif du temps de guerre ? Si nous voulons prendre notre part des bénéfices de la paix, si nous ne voulons pas que cette guerre effroyable ne serve qu'à enrichir nos alliés ou bien les neutres, nous devons, dès la conclusion de la paix, nous mettre résolument à la besogne et chercher à supplanter les Boches partout où ils faisaient des affaires.

Pour cela, que faut-il ? Il faut arriver à produire dans des conditions de bon marché qui nous permettent de concurrencer nos ennemis et même nos amis. Et pour cela, que faut-il ? Il faut moderniser notre industrie, moderniser notre commerce, comme les Allemands avaient su le faire chez eux.

Nous avons un tort qui est, pour nous, à tous les points de vue, une cause de faiblesse : c'est que, comme le disait avec beaucoup de clairvoyance M. Octave Aubert dans un de ses éditoriaux, nous nous imaginons que les peuples nous aiment. De là à attendre que les nations se jettent dans les bras de nos diplomates, pour peu qu'elles soient sollicitées, qu'elles nous achètent nos produits, pour peu que nous les leur offrons, il n'y a qu'un pas. Or, nous voyons actuellement l'exemple de la Grèce qu'il ne suffit pas d'aimer un peuple pour qu'il nous aime, qu'il ne suffit pas de l'avoir racheté pour qu'il soit notre acheteur.

Non, la politique de l'amour ne réussit pas plus en diplomatie qu'en affaires.

Nous commettons aussi l'erreur de croire que nos produits sont meilleurs que ceux de nos concurrents, que l'on achète aux Allemands par suite d'une incompréhension bizarre de l'intérêt le plus évident. Que le client ne vient-il nous consulter quand il veut savoir ce qui lui convient ?

Il faut avoir le courage de la reconnaissance : nous avons beaucoup à faire pour arriver à la maîtrise des deux peuples les plus industriels du monde : les Américains et les Allemands ! Pour les évaluer dans le domaine économique, il nous faut connaître leurs méthodes. Or, elles ne sont pas difficiles à comprendre, elles ne demandent pas du génie, mais seulement une application constante, une patience, une ténacité, une rigueur, qui ne sont pas un monopole de l'Allemagne, puisque ces qualités foncières d'endurance sont précisément celles qui font la vertu et le succès de nos paysans.

Mais, ce que notre paysan n'a pas, ce qu'il n'a pas besoin d'avoir, ce qui est indispensable à l'industrie, c'est l'esprit de risque, ce qui est indispensable à tous deux, c'est l'esprit de progrès. Il ne faut pas craindre d'engager des capitaux dans une affaire intelligemment et énergiquement conduite et il ne faut pas craindre de faire des sacrifices pour la mettre au courant des derniers progrès techniques et scientifiques.

Voici ce qu'écrivait dans l'« Information » un collaborateur très averti qui signe A. D... au sujet de cet esprit de risque bien compris qui a permis à l'Allemagne de distancer ses concurrents rouliers :

« Le souci constant d'abaisser le prix de revient décida les producteurs allemands à adopter toujours les méthodes les plus récentes et les outils les plus perfectionnés. Avec une désinvolture hardie qui contraste avec la prudence timorée de nos nationaux, leurs industriels sont toujours en quête de transformations et d'améliorations, sont toujours prêts à engager de grosses dépenses pour remplacer les installations, à peine fatiguées ou même en plein rendement, par d'autres plus nouvelles, susceptibles de ménager un coefficient d'exploitation plus avantageux. La doctrine allemande, conforme à la thèse américaine, est en effet que la durée des choses doit être brève, qu'il vaut mieux les remplacer que les réparer. »

En conséquence, au moment même où les usines allemandes sont en train de remplacer les usines françaises, les usines françaises sont en train de remplacer les usines allemandes. Les compagnies de navires

tion se débarrassent systématiquement de tous leurs navires âgés de plus de vingt ans. Les propriétaires d'immeubles, eux-mêmes, les font jeter à bas et reconstruire au bout d'une vingtaine d'années, à moins que, cas très fréquent, la légèreté et l'imperfection des constructions ne rendent leur existence plus brève encore. En France, les compagnies d'assurances considèrent que les immeubles ne perdent actuellement que 1 % de leur valeur, c'est-à-dire que leur durée moyenne est évaluée à un siècle.

Dans ces conditions, les frais d'outillage sont énormes. Qu'importe, si l'on épargne d'autant sur la main-d'œuvre ! Or, après cette guerre, il faudra plus que jamais remplacer les hommes, chers et rares, par des machines. Les machines connaissent leur fonction mieux que les hommes, souvent en cette époque de crise de l'apprentissage, ne connaissent leur métier. Et puis, les machines ne se mettent pas en grève.

Donc, il faudra qu'après la guerre nos industriels se mettent à intensifier leur production par l'emploi de nombreuses machines-outils. Ils les auront vite payées s'ils les font travailler au maximum. A eux de trouver des débouchés. Jamais ils ne fabriqueront trop. Et, par moments, ils étaient encombrés par un stock de marchandises difficiles à vendre, qu'ils baissent leur prix de vente presque jusqu'à prix coûtant, plus bas même, s'il le fallait par exception, mais qu'ils ne gardent pas un stock improprement qualifié d'ingénieur plutôt à solliciter l'acheteur par des moyens nouveaux, par une fabrication nouvelle, en flattant son goût, même s'il n'est pas bon.

Il faut espérer que, pour faire face à cette demande de machines ingénieuses, on saura créer en France où nous prétendons être inventifs, des usines de fabrication de machines-outils et que nous aurons honnêtement à l'étranger un impôt pour la jouissance des machines que nous déclarons indispensables et que nous ne savons qu'emprunter. C'est du moins ce qui se passe actuellement dans l'industrie de la confection des chaussures, où toutes les machines employées sont prêtées par l'Amérique, moyennant une redevance élevée, au fabricant. Celui-ci n'a pas le droit de les acheter. Il n'a qu'à en user et à payer. C'est là un joli exemple d'esclavage industriel.

Que dirions-nous si le marchand de vélos prétendait, parce qu'on n'en fabrique pas en France, ne vouloir nous céder une machine qu'en location, à raison de 200 fr. par an, par exemple ? Eh bien, c'est exactement ce qui se passe dans l'industrie mentionnée.

Il faut que de pareilles choses ne se produisent plus, il faut que nous fabriquions nous-mêmes nos machines, que nous les fassions aussi bien et mieux que les Boches ou que les Américains. On a créé un Musée National analogue au Deutsches Museum, à Munich, où toutes les machines les plus modernes sont installées en ordre, où chacun, en poussant une manivelle peut les mettre en marche pour les étudier. Qu'on encourage les chercheurs, au lieu de les décourager, qu'on fasse connaître aux jeunes gens les ressources et les besoins de l'industrie, qu'un industriel qui réussit dans ses affaires ne fasse pas de ses fils des avocats, des médecins, et ne se retire pas de la lutte à 50 ans, au moment où son expérience serait si profitable à ses associés ou futurs successeurs.

Je ne me dissimule pas que dans beaucoup de cas, nos moeurs seront à transformer, mais que nous le voulions ou non, elles se transformeront par la force des choses. Au lieu d'être les spectateurs résignés de l'évolution, soyons-en les agents et créons le pouvoir pour le mettre mieux à notre service.

CA CORNU

A la Chambre.

Hier à propos d'un projet de crédits additionnels, M. Gall fait observer que, tandis que les prisonniers allemands sont très convenablement traités en France, les prisonniers français en Allemagne sont souvent soumis à un traitement d'une rigueur excessive. Bien plus, malgré de nombreuses démarches, on ne connaît pas encore la liste des prisonniers retenus en Belgique et dans les régions envahies de la France. Il est utile, il est nécessaire que le gouvernement insiste énergiquement pour obtenir, au besoin par des représailles (Mouvement divers) d'une part la reconnaissance et le paiement des prisonniers et d'autre part la liste complète de ceux qui sont détenus

en Allemagne. Les compagnies de navires

en Allemagne. Les compagnies de navires

en Allemagne. Les compagnies de navires

